

# Classiques des sciences sociales dans le champ militaire

**Samuel P. Huntington**, *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1957.

*Présenté par Bernard Boëne*

Ce livre est, avec ceux de C. Wright Mills (*The Power Elite*, 1956)<sup>1</sup> et de Morris Janowitz (*The Professional Soldier*, 1960),<sup>2</sup> le troisième coin du triangle des classiques fondateurs du champ militaire moderne dans la tradition américaine. Il est peu utile dans d'en retracer ici le contexte de production, déjà abondamment évoqué ici-même à propos des deux premiers. Qu'il suffise de rappeler la question à laquelle, comme les deux autres, il tente de répondre: comment, dans le contexte alors radicalement nouveau de la Guerre froide, intégrer harmonieusement – sans sacrifier la liberté à une sécurité désormais en péril – des institutions militaires beaucoup plus volumineuses et puissantes qu'autrefois? Tandis que Mills et Janowitz, sociologues, situent cette intégration au niveau de la société tout entière, Huntington, politiste, se concentre sur la capacité des institutions politiques léguées par les Pères fondateurs (lesquels n'avaient guère prévu pareil développement) à accueillir, sans se dénaturer, des armées désormais centrales en leur sein.

## L'auteur et ses thèses

Lorsque paraît *The Soldier and the State*, son premier livre, Samuel Huntington a 30 ans, et à son actif un début de parcours universitaire prodigieux.<sup>3</sup> Il enseigne depuis quelques années déjà la science politique à Harvard. Sa position de Jeune Turc dans une université d'élite, et cet ouvrage (où s'affirment déjà des vues et des penchants – primauté du conflit et de la sécurité, réalisme conservateur, goût de la controverse – amplement confirmés dans la suite d'une longue carrière et d'une œuvre considérable<sup>4</sup>), lui assurent d'emblée un nom et un rôle central dans sa discipline – et dans le champ militaire des sciences sociales.

On commencera l'examen de l'ouvrage par la fin, qui éclaire sans équivoque le propos, provocant à souhait, de son auteur. Dans les pages ultimes de ce gros livre (534

---

<sup>1</sup> Cf. "Classiques des sciences sociales dans le champ militaire", *Res Militaris*, vol.3, n°2.

<sup>2</sup> Cf. "Classiques des sciences sociales dans le champ militaire", *Res Militaris*, vol.1, n°1.

<sup>3</sup> Licence obtenue à Yale à l'âge de 18 ans, Master à Chicago, doctorat à Harvard avant l'âge de 25 ans.

<sup>4</sup> En dehors d'un détour par Columbia University (1959-1962) pour les besoins de sa titularisation, il demeurera fidèle à Harvard jusqu'à la fin de sa carrière, en 2007, à l'âge de 80 ans. Son œuvre comporte 17 ouvrages et plus de 90 articles ou chapitres de volumes collectifs. Ses ouvrages auront tous un retentissement national, certains (*Political Order in Changing Societies*, 1968; *The Third Wave: Democratization in the Late 20<sup>th</sup> Century*, 1991; *The Clash of Civilizations*, 1996) suscitant des échos bien au-delà des États-Unis.

pages), Huntington traite de la valeur de l'idéal militaire, dont il trouve une image suggestive dans la comparaison esthétique entre l'apparence extérieure de l'Académie militaire, West Point, et celle de la rue principale du village de Highland Falls, qui la joute. Ayant contrasté le décor anarchique bigarré du “*commercialisme*” qui règne à l'extérieur avec la “*sérénité ordonnée*” d'un univers organique où chaque élément n'a de sens que par relation au tout, un univers fait de pelouses tirées au cordeau, de nobles pierres grises et de maisons dont le style et l'importance varient avec le rang hiérarchique de leurs occupants, Huntington conclut :

West Point incarne le meilleur de l'idéal militaire ; Highland Falls, l'esprit américain dans ce qu'il a de plus banal. West Point est une île grise dans un océan de couleurs sans harmonie, une enclave de Sparte au sein de Babylone. Pourtant, qui peut nier que les valeurs militaires – loyauté, devoir, contrôle de soi, dévouement – sont celles dont l'Amérique a le plus besoin aujourd'hui ? Que l'ordre et la discipline de West Point ont plus à offrir que l'individualisme criard de Main Street ? Historiquement, les vertus de West Point ont été les vices de l'Amérique, les vices des militaires ses vertus. Aujourd'hui, pourtant, elle a plus à apprendre de West Point que West Point de l'Amérique. Sur les épaules des soldats, défenseurs de l'ordre, repose une lourde responsabilité. Le plus grand service qu'ils puissent rendre est de rester fidèles à eux-mêmes, de servir en silence et avec courage selon les normes qui régissent leur institution. S'ils abjurent l'esprit militaire, ils se détruiront eux-mêmes avant de détruire la nation. Si, au contraire, les civils permettent aux soldats de conserver leurs idéaux, il n'est pas exclu que les nations finissent par trouver un jour la rédemption et la sécurité en se les appliquant à elles-mêmes.

On conçoit qu'en terre libérale, même dans l'atmosphère conservatrice des années 1950, cet extraordinaire morceau de bravoure ait suscité l'effarement de plus d'un *social scientist*. Il renoue avec un réalisme exalté qu'on n'avait guère revu depuis l'avant-Première Guerre mondiale,<sup>5</sup> mais auquel, dans certains milieux au moins, la Guerre froide donne une nouvelle actualité. En réalité, Huntington reprend à son compte le discours ‘professionnaliste’ du général Emory Upton, discours qui date d'un moment – les années 1870 – où les corps d'officiers de carrière américains se cherchent une identité professionnelle aux dépens de la tradition milicienne et du soldat-citoyen jusque-là dominants. Ce faisant, notre auteur confirme les soupçons de ceux qui croient détecter dans l'analyse institutionnelle parsonienne, à laquelle il souscrit, le risque d'une avalisation pure et simple des mythologies professionnelles de ceux qu'on étudie.

La grandeur de ce livre est ailleurs : dans la finesse d'analyses qui n'ont certes pas la pertinence universelle que leur auteur leur supposait en 1957, mais qui, comme on va le voir, ne sont pour autant dénuées d'intérêt. Son point de départ consiste à postuler que les relations civilo-militaires forment un système solidaire de trois éléments à la recherche d'un équilibre : la position formelle de l'institution militaire dans la structure de l'État, la

---

<sup>5</sup> Celui d'un Brooks Adams, par exemple, auteur d'un ouvrage influent intitulé *The Law of Civilization and Decay : An Essay on History* (New York, Macmillan, 1895), qui conseillait à l'Amérique de substituer les valeurs de West Point à celles de Wall Street.

place et l'influence informelles des armées dans la politique et la société, et la nature des idéologies dominantes observables chez les civils comme parmi les militaires. Un tel équilibre peut s'obtenir de façons diverses, mais une seule, dénommée “*contrôle civil objectif*”, satisfait de manière optimale aux exigences de la sécurité externe.

Tout système de rapports armée-État-société est soumis à deux impératifs fondamentaux, dont l'interaction constitue le problème central à résoudre : l'impératif fonctionnel (efficacité dans l'accomplissement de la fonction de sécurité) et l'impératif sociopolitique (intégration harmonieuse des armées au sein d'une société politique). Certaines armées qui se contentent de refléter fidèlement les valeurs dominantes de leur société peuvent s'avérer incapables d'assumer efficacement leur défense ; d'autres, qui ne se conforment qu'à leurs impératifs d'efficacité fonctionnelle, peuvent demeurer extérieures à la société, et lui créer de graves problèmes. Le conflit potentiel entre ces deux impératifs dépend de l'intensité des menaces externes et de la force des valeurs civiles dominantes. L'équilibre entre eux n'a rien d'automatique, et certaines sociétés peuvent se trouver dans l'incapacité de se défendre.

La variable critique des rapports civilo-militaires réside dans les relations entre le corps des officiers, organe de direction des armées, et l'État, personnification juridique de la société et instance d'allocation des ressources entre diverses valeurs centrales, dont la sécurité externe. Les rapports entre la société civile et les armées sont le reflet des rapports entre ce corps et l'État. La question la plus immédiate est donc de savoir ce qui caractérise les officiers.

L'officier moderne, par opposition avec les guerriers d'époques plus lointaines, exerce une ‘*profession*’ : il appartient à un groupe fonctionnel qui se distingue (1) par une formation générale et technique longue dans un domaine socialement important, (2) par une éthique de service envers un ‘client’ unique, la société politique, (3) par un esprit de corps que fondent la séparation entre ‘*professionnels*’ et profanes, d'une part, et l'autonomie que lui assure le contrôle du recrutement et de la formation de ses membres, de l'autre. Il reproduit donc au plan formel le modèle qui est, par exemple, celui du médecin. Comme lui, le premier trait en fait un expert dans son domaine, le second lui confère une responsabilité sociale qui l'empêche de ne rechercher que son intérêt personnel, et le troisième le situe comme membre d'une confrérie d'experts qui s'autocontrôle. Comme lui encore, il dispose de revenus qui sont inférieurs à ceux de l'entrepreneur libéral, de pouvoirs moins étendus que ceux de l'homme politique, mais d'un prestige élevé qui constitue sa rémunération première. Le fait qu'il œuvre au sein d'une organisation bureaucratique ne change rien d'essentiel (*cf.* note 1, chapitre 1) : il n'est pas le seul ‘professionnel’ dans ce cas et, dit Huntington, il ne faut pas exagérer, comme on a eu tendance à le faire, l'influence, au mieux secondaire, du facteur bureaucratique au sein du corps des officiers.

Son domaine d'expertise propre – le *management of violence* (on reconnaît ici la formule célèbre d'Harold Lasswell) – distingue qualitativement l'officier de tous les autres ‘professionnels’ (notamment des ingénieurs, médecins ou aumôniers) qui œuvrent au sein

des armées). Son niveau de formation et de responsabilité le distingue aussi en degré des officiers de réserve, amateurs qui ne présentent au mieux qu'une partie des traits du 'professionnalisme',<sup>6</sup> et surtout des sous-officiers et hommes du rang, qui *appliquent* la violence et à ce titre exercent non une 'profession', mais un métier [*trade*]. Comme celui du médecin, dont les qualités requises sont les mêmes à Zurich et à New York, son savoir-faire est universel et en évolution permanente. Sa motivation n'est ni l'esprit de lucre du mercenaire, ni l'amateurisme distingué des aristocrates chefs de guerre d'autrefois, ni le seul devoir patriotique temporaire du soldat-citoyen : elle est l'amour de la carrière des armes et le souci d'une sécurité externe optimale pour la société.

La 'profession' militaire n'a pas toujours existé. Elle apparaît en Europe (en Prusse, qui fournira le modèle, mais aussi en France et en Grande-Bretagne) au tournant du 19<sup>e</sup> siècle, au moment où la complexité montante de la guerre impose peu à peu la méritocratie comme modalité de recrutement au sein des corps d'officiers. La naissance, le génie naturel, le favoritisme politique s'effacent alors, dans les attributs idéaux ou conventionnels de l'officier, pour céder la place à l'organisation rationnelle et à l'étude d'un corpus scientifique militaire. Un système d'éducation à plusieurs étages (écoles militaires) se met en place pour assurer la formation initiale et continue des officiers. La complexité qui donne naissance à ces développements tient à toute une série de facteurs liés entre eux : croissance démographique, avancées technologiques, industrialisation, approfondissement de la division sociale du travail, révolutions démocratiques libérales, montée du nationalisme et des armées de masse. Cette complexité obligera à créer des états-majors, qui deviendront la norme et s'étofferont après la Guerre franco-prussienne de 1870-1871. Ces transformations donneront aux officiers des grandes nations européennes, puis bientôt aux autres, un esprit de corps renforcé et une éthique 'professionnelle' explicite, fondée sur la vision clausewitzienne de la guerre.<sup>7</sup> Dès lors, la guerre et la politique constituent deux domaines liés mais distincts : Napoléon est le dernier homme d'État à être aussi chef de guerre, et le couple Bismarck-Moltke symbolise la nouvelle dichotomie.

Des caractéristiques de la fonction peuvent se déduire celles de l'esprit militaire. Celui-ci a souvent été dépeint en termes péjoratifs. Il est couramment présenté comme intellectuellement médiocre, peu porté à l'imagination et à l'initiative, rigide, logique et intolérant. On le dépeint aussi comme belliqueux et autoritaire. Il semble à Huntington plus approprié – moins subjectif et moins arbitraire – de définir cet esprit en termes de valeurs, attitudes et représentations dont l'officier est porteur de par les impératifs fonctionnels qui sont les siens, c'est-à-dire par l'éthique 'professionnelle'. Des hommes qui œuvrent de la même manière dans le même domaine pendant une longue période sont sujets à des habitudes de pensée persistantes et distinctives. Leur relation unique à la réalité leur confère des perspectives uniques sur le monde, et les conduit à rationaliser leur

---

<sup>6</sup> Sur les définitions de 'profession' et 'professionnalisme', voir l'article consacré à Morris Janowitz au titre de la rubrique "Classiques" dans le numéro inaugural de *Res Militaris* (Automne 2010), pp.5 et suivantes.

<sup>7</sup> L'armée américaine fera sien ce modèle après la synthèse qu'en propose le général Emory Upton en 1875, devenue véritable bréviaire des officiers de carrière après sa publication posthume en 1904.

comportement et leur rôle. On définira donc une attitude ou une valeur comme élément de l'éthique 'professionnelle' militaire (au sens large qui dépasse le simple code de déontologie et se rapproche de la notion d'*ethos*) si elle peut se déduire de l'expertise, de la responsabilité et de l'organisation de la 'profession' militaire. Ceci revient à concevoir l'esprit militaire sous forme de type pur webérien servant à faire le tri, dans l'analyse des croyances d'officiers historiquement et géographiquement situés, entre ce qui tient à leur fonction et ce qui relève de leurs origines sociales, de leurs convictions religieuses ou politiques, etc. Il ne faut pas s'attendre à voir des hommes ou des groupes se déterminer uniquement ou entièrement en fonction de l'éthique ainsi définie, mais l'adhésion plus ou moins parfaite d'un corps d'officiers à ce modèle universel et intemporel [*"non-dated, non-localized"*] donne l'exacte mesure de leur degré de 'professionnalisme'. Les changements susceptibles d'affecter la technologie des armes ou l'économie de la défense ne transforment pas plus l'éthique 'professionnelle' militaire que la découverte de la pénicilline n'a bouleversé l'éthique médicale.

L'idéal-type de l'esprit militaire tire une grande partie de sa substance de Hobbes, Burke et Clausewitz. Il conçoit le conflit comme une donnée naturelle universelle, et la violence comme inhérente à la nature humaine. L'Homme, à la recherche de la puissance, de la richesse et de la sécurité, est égoïste et mauvais. Les pouvoirs de la raison sont limités par ses faiblesses, mais aussi par la part de hasard et d'accident que recèle la réalité. Seules, la discipline, l'organisation et l'autorité peuvent donner le succès dans un contexte d'incertitude. Le groupe, l'institution, la société et la tradition, par "*la puissance, la grandeur, la permanence et la splendeur*" qui sont les leurs, transcendent l'individu faible et éphémère. L'expérience est source plus sûre de connaissance que la Raison. L'Histoire, en particulier, peut servir de substitut à l'expérience quand celle-ci fait défaut. Le 'professionnel' militaire, même s'il accorde un primat à la force dans l'interprétation qu'il en donne, se défie de toutes les théories monistes et linéaires. Sa vision de la nature humaine lui interdit l'idée de Progrès. Pour lui, les civilisations naissent et meurent, la guerre et la paix alternent.

L'État-nation est la forme la plus élevée d'organisation sociopolitique. La rivalité entre États rend la guerre inévitable. Il faut donc s'y préparer en tout temps et évaluer de manière permanente les menaces externes. Les causes de guerre étant toujours politiques, l'existence de forces armées se justifie comme instrument politique de l'État. Celui-ci ne pouvant se fixer comme but rationnel sa propre destruction, la guerre totale ou absolue est à proscrire si elle doit mener à l'anéantissement mutuel des belligérants. Les traités diplomatiques, les cours d'arbitrage, le droit international ne sont qu'un voile ténu qui masque les rapports de force. D'où le souci constant de la puissance de l'État, qui doit disposer des moyens militaires indispensables à la sécurité et ne pas les dilapider dans des alliances contractées pour des raisons autres que strictement stratégiques. Le 'professionnel' militaire est donc prudent, et les attitudes belliqueuses sont moins son fait (hors les cas où une guerre préventive est clairement dans l'intérêt de l'État) que celui de philosophes et de publicistes civils. Il est même paradoxalement pacifiste : il connaît la

guerre et ses effets pour lui-même et pour l'institution militaire (on tient là, relève l'auteur, un exemple de transformation des moyens en fins justiciable d'une analyse à la Merton) ; il ne s'estime jamais véritablement prêt à la livrer étant donné les moyens à sa disposition. Il pèse donc le plus souvent dans le sens de la modération, comme on a pu le voir en Amérique, dans l'Allemagne nazie ou la Russie soviétique.

La division du travail entre le politique souverain et le militaire 'professionnel' est claire. Ce dernier est incompetent en dehors de son domaine d'expertise, et doit s'abstenir de toute considération autre que militaire s'il ne veut pas pervertir son jugement. Or, il représente le point de vue 'professionnel' dans les organes d'État, il conseille le politique et applique ses décisions. Il se doit donc d'être d'une neutralité politique stricte, d'une loyauté et d'une obéissance absolues (que seules la loi et la morale commune peuvent mettre en échec). Ce n'est pas à lui de décider de la guerre ou de la paix (et de ce point de vue MacArthur en Corée ou les généraux allemands du complot antihitlérien de juillet 1944 ont manqué à l'éthique 'professionnelle'). Il n'a de responsabilité qu'au regard de cette éthique et ne saurait avoir de compte à rendre s'agissant de fins décidées par d'autres que lui. Une armée 'professionnelle' est un instrument politique beaucoup plus précis et sûr qu'une armée politiquement ou idéologiquement motivée.

À l'inverse, l'homme d'État, en dehors des questions où le politique et le stratégique se mêlent inextricablement, n'a pas à se mêler du détail de l'organisation et de l'action militaires. Il fixe les buts, alloue les ressources nécessaires, et s'en remet pour le reste à l'expert 'professionnel'. Le contrôle civil est effectif lorsqu'il y a entière *subordination* d'une 'profession' *autonome* aux fins décidées par le politique. En résumé, l'ethos 'professionnel' militaire est...

...pessimiste, communautaire, tourné vers l'Histoire, soucieux de puissance, nationaliste, militariste, pacifiste, et porteur d'une vision purement instrumentale de la fonction militaire. Bref, il est réaliste et conservateur (p.79).

L'esprit militaire défini, la question qui suit est celle des conditions de l'équilibre des rapports armée-État qui préservent le mieux le principe du contrôle civil, c'est-à-dire qui inhibe toute transformation du 'professionnel' militaire d'instrument en acteur autonome de la politique. La technique la plus courante, que Huntington dénomme *contrôle subjectif*, consiste à maximiser le pouvoir civil en faisant des armées et du corps des officiers le miroir politique, idéologique ou social de l'État, et ce par divers moyens : intérêt, nominations, recrutement, contrainte. Elle est la seule possible en l'absence de 'professionnalisme' militaire. Son inconvénient majeur est qu'elle introduit dans l'institution militaire les conflits entre groupes civils qui cherchent à s'assurer ainsi son contrôle. Dans ces conditions, l'armée risque de ne pas être l'instrument efficace et parfaitement neutre dont a besoin l'État face aux menaces externes.

L'émergence du 'professionnalisme' militaire a changé l'équation des *civil-military relations*. Elle rend possible ce que Huntington appelle le *contrôle objectif*: celui qu'exerce *a posteriori* le pouvoir politique sur le corps d'experts auquel il délègue l'action



militaire (dont les objectifs et les moyens ont été préalablement définis par le premier après avis consultatif du second). Ce type de contrôle optimise tout à la fois, à ses yeux, l'efficacité fonctionnelle et la neutralité politique de l'armée. Le corps des officiers, en effet, dès lors qu'est reconnue son autonomie à l'intérieur du domaine d'expertise qui est le sien, ne cherche pas à sortir de ce cadre puisque son éthique 'professionnelle' inclut la notion de service et la subordination au souverain légitime. Cet autocontrôle par intériorisation de normes paraît à l'auteur la solution idéale. À quelles conditions peut-elle s'appliquer?

Le *pouvoir* (formel) exercé par les militaires dans l'État dépend du niveau, de l'étendue et de l'unité de l'autorité dont ils sont investis. Leur *influence* (informelle) est liée aux liens sociaux, politiques ou autres, qu'ils peuvent entretenir avec l'extérieur, à l'ampleur des ressources économiques et humaines à leur disposition, à l'interpénétration hiérarchique du corps des officiers et d'autres groupes (multi-positionnements), enfin au prestige et à la popularité du corps et des chefs de l'armée.

L'idéologie soulève des questions plus complexes car s'il n'existe qu'un seul esprit militaire, il n'y a pas un, mais *des* "esprits civils", d'une grande diversité. Se limitant aux quatre grandes idéologies politiques, Huntington montre que trois d'entre elles, libéralisme, fascisme et marxisme, fournissent un environnement hostile à l'éthique 'professionnelle' militaire, et que seul le conservatisme lui permet de s'épanouir.

Le fascisme, nous dit l'auteur, n'est pas hostile aux militaires, mais il se distingue de l'éthique 'professionnelle' par une glorification de la violence, le rejet de la notion de nature humaine universelle et une exigence d'adhésion des militaires à l'idéologie d'État. Cette même exigence est présente dans le marxisme, qui y ajoute le dogme de la bonté et de la rationalité de l'Homme corrompu par les institutions, une vision moniste, économiste et linéaire de l'Histoire, enfin, l'idéal égalitaire de classe, aux antipodes d'un idéal communautaire national.

Les oppositions entre ethos militaire 'professionnel' et libéralisme sont multiples, et on ne peut reproduire ici l'intégralité de la liste et de la précieuse analyse qu'en donne Huntington tant dans l'absolu qu'au regard de leur rôle dans l'histoire américaine. On se contentera de noter qu'au-delà même de la distinction classique de deux pôles, économique et sociopolitique, en son sein, le libéralisme exalte l'Individu et les idéaux de la variante initiale, optimiste, de la modernité (paix, liberté, égalité formelle, raison, progrès, prospérité, harmonie plus ou moins spontanée des intérêts) là où l'ethos militaire exalte des options de valeur (sécurité, réalisme, communauté, organisation hiérarchique, discipline, expérience, abnégation) symétriquement inverses.

Afin de parer aux difficultés politiques potentiellement aiguës que soulèvent ces oppositions, les libéraux alternent entre deux techniques, que l'auteur présente comme hautement dysfonctionnelles, de minimisation du pouvoir et de l'influence militaires : l'*extirpation*, qui consiste à isoler l'institution en la renvoyant aux marges (géographiques, sociales) de la société et en la privant de moyens, domine en temps de paix et de menaces

faibles ; la *transmutation*, forme libérale du contrôle subjectif, domine en temps de guerre, où elle oblige l'armée à se conformer aux valeurs civiles en la noyant sous un flot de soldats-citoyens, au risque de lui faire perdre certaines de ses qualités opérationnelles.<sup>8</sup>

Le conservatisme burkien est en revanche beaucoup plus favorable au 'professionnalisme' militaire en ce qu'il présente d'intéressantes homologues de structure avec l'éthique 'professionnelle'. Comme elle, il rejette les grands desseins rationalistes, le progrès, l'égalitarisme ; comme elle, il accepte l'existence du Mal et de la violence, le primat du groupe et des institutions traditionnelles sur l'individu, et il ne cherche pas à appliquer des schémas uniformes à tous les problèmes et à toutes les institutions. En laissant la porte ouverte à une pluralité de buts et de valeurs, il accorde sa place à l'armée sans lui imposer une conformité qui la prive de tout ou partie de son efficacité, ni lui conférer un pouvoir indu.

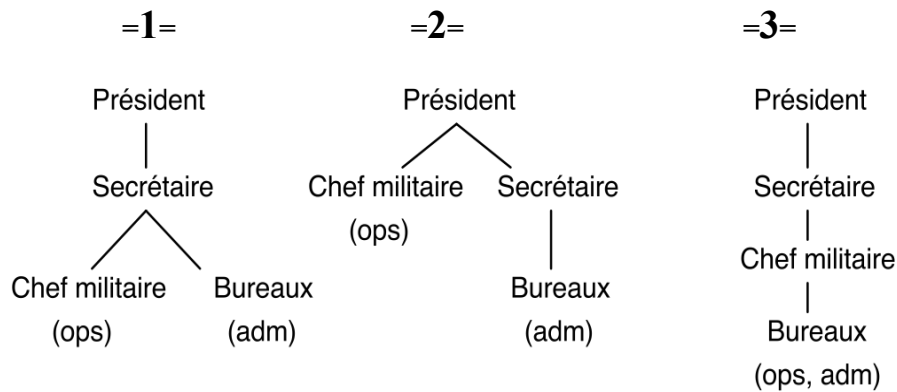
La combinaison de deux valeurs en degré (haut/ bas : + / -) des trois caractères que sont la *proximité idéologique civile* à l'ethos 'professionnel', le *pouvoir militaire* et le '*professionnalisme*' produit huit configurations possibles des rapports armée-État-société, dont seulement cinq sont attestées ou envisageables. Elles se résument dans le tableau ci-dessous qui synthétise la partie conceptuelle de l'ouvrage :

<b>Idéologie civile</b>	<b>Pouvoir militaire</b>	<b>Professionnalisme'</b>	<b>Illustrations historiques</b>	<b>Type et degré de contrôle civil</b>
+	+	+	Prusse et Allemagne de Bismarck	Objectif, fort (menaces externes)
+	-	+	Grande-Bretagne au 20 <sup>e</sup> siècle	Objectif, fort
-	+	-	Japon, Amérique latine, Proche-Orient, États-Unis (temps de guerre, avant 1945)	Subjectif, faible
-	-	-	Régimes totalitaires	Subjectif, fort (contrainte)
-	-	+	États-Unis (temps de paix, 1865-1941)	Objectif, fort ('extirpation')
-	+	+	<i>Réalisation impossible</i>	
+	-	-	<i>Réalisation improbable</i>	
+	+	-	<i>Réalisation improbable</i>	

<sup>8</sup> De là, dira-t-il plus loin, dans la partie réservée à l'histoire américaine, l'alternance (au moins jusqu'en 1947-1948 et au triomphe – relatif – du réalisme stratégique) entre pacifisme militant et croisades militaires punitives au nom de valeurs universelles sacralisées : démocratie, liberté des mers, auto-détermination des peuples, etc. Cette étrange ambivalence des attitudes libérales devant le recours à la force a longtemps inhibé l'émergence, aux États-Unis, du professionnalisme militaire, puis l'a privé d'une grande part de l'efficacité dont il est capable : elle n'est, selon Huntington, plus de mise sous la Guerre froide, qui exige au contraire d'y renoncer.



La portée générale de cette théorie qui prend à contre-pied le sens commun libéral – elle affirme que plus le militaire est ‘professionnel’, moins il cherche à devenir un acteur autonome de la politique – est testée sur les cas de l’Allemagne (1871-1945) et du Japon (1868-1945). Huntington y montre comment les changements qui affectent l’environnement interne et externe réagissent sur les éléments interdépendants du système des relations civilo-militaires pour l’équilibrer ou le déséquilibrer selon la période. Il passe ensuite au cas américain, à propos duquel il décrit la montée problématique du ‘professionnalisme’ militaire (que la Constitution n’avait pas prévu) dans un contexte de constante idéologique libérale et de constante structurelle de séparation des pouvoirs. Son analyse institutionnelle historique et théorique n’a guère été remise en cause depuis 1957. Un trait mérite d’en être mis en valeur ici : les trois configurations possibles des rapports entre politiques et militaires au sein de l’Exécutif, qu’il dénomme, respectivement, (1) “équilibrée”, (2) “coordonnée” et (3) “verticale”. Les schémas ci-après en rendent compte :



Seule, la configuration équilibrée (1) garantit un haut niveau de ‘professionnalisme’ militaire, puisqu’elle préserve l’autonomie et cantonne le chef militaire dans son domaine (organisation, planification, opérations), et de contrôle civil, puisqu’elle le subordonne au Secrétaire nommé par le Président pour diriger le Département.

Après les longs et précieux chapitres historiques, Huntington en vient à la situation contemporaine et à ce qui constitue son propos prescriptif. Pour la première fois depuis 1815, l’Amérique est confrontée à des menaces externes fortes et permanentes. Par la force des choses, les militaires disposent désormais de pouvoirs qu’on ne leur avait jamais connus en temps de paix. Le prestige tiré de la victoire de 1945, le poids économique des armées, le poids social du système de conscription sélective leur confèrent une influence inédite. La double question de l’efficacité opérationnelle des fonctions de sécurité et de la préservation d’un contrôle civil optimal se posent dans des termes nouveaux qui rendent les vieilles recettes libérales inadaptées.

La séparation des pouvoirs, en divisant l’autorité souveraine et en donnant aux chefs militaires le moyen d’un jeu de bascule entre Exécutif et Congrès, constitue une gêne permanente pour le respect, au sommet, des normes de l’éthique ‘professionnelle’. Le Congrès est mal armé pour exercer un pouvoir de contrôle décisif; toutefois, son rôle

structurel d'opposition à l'Administration en place joue le plus souvent dans le sens positif d'un certain pluralisme face au monisme stratégique et organisationnel (contraire aux canons du 'professionnalisme' militaire) de l'Exécutif.

Si bien que le problème majeur posé par la sécurité nationale sous l'empire de la Guerre froide est d'une part celui des conditions de mise en place d'une structure équilibrée des pouvoirs au sein du Pentagone (selon le schéma ci-dessus), d'autre part celui d'un changement souhaitable de l'idéologie civile dominante.

À en juger par les réformes qui se succèdent après le *National Security Act* de 1947, les structures idéales du pouvoir au Pentagone constituent une question difficile, dont la clé se situe pour l'essentiel à l'extérieur, dans le jeu des forces politiques. Mais, à supposer le contexte favorable, trois conditions doivent être remplies pour en assurer l'équilibre souhaité : le Secrétaire à la Défense doit voir son autorité formelle clarifiée et renforcée ; il doit disposer d'un cabinet étoffé lui donnant les moyens de s'affirmer face au Département d'État, au National Security Council, au Trésor et au Budget à l'extérieur, au Comité des chefs d'État-major et au *Comptroller* à l'intérieur ; il faut enfin que le titulaire du poste soit un homme d'expérience, respecté de l'opinion et suffisamment indépendant pour n'être pas soumis à des influences trop partisans dans la définition de politiques pour lesquelles il doit montrer du goût et des capacités.

Plus important encore est le problème de l'idéologie libérale dominante, trop hostile au 'professionnalisme' militaire pour assurer l'équilibre optimal. Dans la situation présente d'affrontement Est-Ouest, il n'est que deux façons de sortir de l'impasse : ou bien les Soviétiques renoncent à leurs ambitions et les armées américaines retournent à leur isolement traditionnel, ou bien l'Amérique abjure l'idéologie libérale en faveur d'un conservatisme qui la rapprocherait, sur ce point, de la Grande-Bretagne.

Huntington trouve encourageante, à cet égard, l'évolution culturelle qui se fait jour dans les années 1950. En matière religieuse, un courant protestant néo-orthodoxe s'affirme autour de Reinhold Niebuhr, et connaît des équivalents dans le catholicisme et le judaïsme. En matière éducative, le progressisme de John Dewey est battu en brèche. En matière morale, l'appel de Walter Lippmann à un code de valeurs absolu semble à beaucoup le moyen de remettre de l'ordre dans une démocratie désorientée. En matière esthétique et sociale, des hommes comme T.S. Eliot et Eric Voegelin symbolisent le mieux le nouvel état d'esprit. Des historiens comme Louis Hartz et Daniel Boorstin insistent sur le contraste entre une idéologie libérale dominante et la tonalité conservatrice des institutions américaines. Mieux, le réalisme stratégique domine désormais la pensée universitaire (Morgenthau) et diplomatique (Kennan) sur les relations internationales : l'intérêt national et le souci de la puissance ont remplacé le moralisme-légalisme et la sentimentalité de l'utopie wilsonienne. Des hommes comme le journaliste Hanson Baldwin en attirant l'attention sur les atteintes à l'intégrité et à l'autorité du corps des officiers, ont permis de revenir partiellement sur les mesures de libéralisation outrancière de la discipline. Les auditions conduites au Sénat par Joseph McCarthy ont au moins eu le mérite de mettre en relief les inconvénients de la prostitution politique [sic] du 'professionnalisme' militaire au

plus haut niveau. Enfin, l'image littéraire de l'officier tend à se faire moins négative, dans des romans comme ceux de James Jones, *From Here to Eternity*, ou d'Herman Wouk, *The Caine Mutiny*, qui contrastent avec le pessimisme libéral de Norman Mailer dans *The Naked and the Dead*.

Cette voie est la bonne, et si de leur côté les Soviétiques permettent à leur corps des officiers de se 'professionnaliser' en renonçant eux aussi à leur idéologie universaliste et conquérante, la modération triomphera et, le réalisme conservateur aidant, la probabilité d'un conflit entre les superpuissances s'estompera. Le livre s'achève sur l'envolée lyrique dont on a fait état pour commencer.

## Réception et critique de l'ouvrage

On l'aura compris, la notoriété nationale instantanée que vaut à Huntington ce livre brillant au parfum de scandale intellectuel n'est pas usurpée. On y trouve, comme de règle parmi les ouvrages majeurs, une synthèse inédite de traditions classiques ou alors en passe de le devenir : Weber (types idéaux), Pareto (système en équilibre), Parsons (structuro-fonctionnalisme). L'ouvrage représente un progrès analytique manifeste par rapport à tout ce qui était paru sur ces questions dans un passé proche ou lointain : le concept de 'profession' apporte la preuve de son utilité comme outil d'analyse. On salue le sérieux impressionnant de la documentation historique. Même s'il épouse très étroitement le point de vue 'professionnaliste' de la tradition militaire américaine, celle d'Emory Upton, et néglige son autre branche, 'citoyenne', le traitement que Huntington réserve à l'histoire des relations civilo-militaires fait encore autorité aujourd'hui. Pourtant, il s'en faut de beaucoup qu'il fasse l'unanimité.

De manière ironique, les militaires eux-mêmes ne le goûtent que modérément : ce que *The Soldier and the State* leur propose, c'est à leurs yeux d'en revenir à l'isolement et à la marginalité d'antan. Les conservateurs ne se reconnaissent pas dans son conservatisme,<sup>9</sup> et les libéraux ne peuvent accepter l'idée d'une société se mettant au diapason de son armée, ce qui pour eux revient à perdre son âme pour la sauver.

Toutefois, les critiques les plus dures viennent des *social scientists* qui rejettent son fixisme – vingt ans plus tard, un commentateur français<sup>10</sup> parlera d'essentialisme à son propos – et l'analyse, inspirée par le structuro-fonctionnalisme, des conditions *a priori* de l'équilibre civilo-militaire dans toute société. Les disciples de Merton lui reprocheront de ne pas s'interroger sur de possibles substituts fonctionnels, parfois historiquement avérés ; les webériens, de laisser peu de place aux contextes historiques et à leur influence sur l'ethos militaire. On ne voit guère pourquoi, en effet, l'éthique 'professionnelle', selon lui née de l'Histoire un siècle et demi plus tôt, serait à l'abri de l'évolution des configurations stratégiques, des technologies ou du changement sociopolitique. Maury Feld, proche de

---

<sup>9</sup> C'est ce que souligne Morris Janowitz in *The Professional Soldier*, 1960, p.343.

<sup>10</sup> Etienne Schweisguth, "L'institution militaire et son système de valeurs", *Revue Française de Sociologie*, vol.19, 1978, pp.373-390.

Janowitz et membre du petit groupe à l'origine du programme 'professionnel' d'analyse des rapports armée-société, prendra le contre-pied de Huntington l'année suivante en proposant non pas un, mais cinq types idéaux correspondant à des situations abstraites tirées d'un comparatisme historique de très long terme.<sup>11</sup> Il y montre de manière beaucoup plus convaincante que dans deux d'entre elles au moins, ni l'ethos conservateur, ni le contrôle objectif n'ont de sens ou de valeur d'adaptation, sans qu'on puisse affirmer pour autant que le double impératif fonctionnel et sociopolitique n'y est pas satisfait. En d'autres termes, ce que Huntington présente comme une norme transhistorique et transculturelle n'est que la codification d'une expérience historique particulière: celle d'armées nationales, technicisées et bureaucratisées, en marche vers la guerre totale. Ce choix apparaît déterminé par une affirmation de valeurs qui se veulent absolues.

Une absence de taille mérite d'être soulignée dans l'ouvrage : celle des armes nucléaires et des changements que la dissuasion mutuelle est susceptible d'introduire. Or, la détention par l'adversaire d'armes de ce type enlève une bonne partie de son sens à la notion de victoire stratégique. Comme Bernard Brodie l'avait souligné dès 1946, la finalité de la force militaire ne peut plus être, dans ces conditions, de gagner des guerres, mais de les prévenir. La croyance dans le caractère probable (à distinguer de la simple possibilité), et sur le long terme, *inévitable* de la guerre devient dysfonctionnelle et dangereuse.

De la même manière, puisque la dissuasion mutuelle gomme la distinction entre temps de paix et temps de guerre, l'idée d'une séparation tranchée des sphères politique et militaire, et d'un degré d'autonomie fonctionnelle de la seconde à l'intérieur d'une subordination à la première, survit mal au nouveau contexte stratégique. L'homme d'État peut difficilement se désintéresser de 'détails' techniques susceptibles de mettre la sauvegarde de la société en péril à tout instant, tandis que les débats doctrinaux internes à la profession se prêtent à une politisation que la guerre totale et sa préparation – source d'unité et de consensus – excluaient pour l'essentiel autrefois.

Dans les guerres limitées, à la périphérie des zones d'intérêt stratégique majeur, le 'professionnel' militaire ne saurait négliger les conséquences politiques de son action : en raison de communications désormais instantanées, les premières peuvent retentir immédiatement sur la légitimité de la seconde. L'officier doit donc intégrer à ses analyses des facteurs non militaires, et il devient nécessaire de le former à cette fin. Il lui faut accepter de voir le politique intervenir dans l'action et l'organisation des armées, parfois jusqu'au niveau tactique, évolution observée à de nombreuses reprises après 1945, aux États-Unis ou ailleurs, et qui devient manifeste aux yeux de tous à compter de la crise des missiles de Cuba. Le "contrôle objectif" n'est donc plus adapté aux exigences de l'heure.

---

<sup>11</sup> Maury D. Feld, "A Typology of Military Organization", in Carl J. Friedrich & S.E. Harris, eds., *Public Policy: Yearbook of the Graduate School of Public Administration*, Cambridge, MA, Harvard University Press, vol.7, pp.3-40. L'auteur dénomme ces cinq situations-types, caractérisées par le rôle que joue la violence organisée légitime dans la société, "domination externe" (type impérial), "domination interne" (féodalisme), "égalité fermée" (citoyenneté nationale), "égalité ouverte" (modèle libéral), "égalité idéologique" (modèle révolutionnaire). On s'est servi, pour les élaborer, de ces types idéaux in Bernard Boëne, "How Unique Should the Military Be ?", *Archives Européennes de Sociologie*, vol.31, 1990, pp.3-59.

Enfin, Huntington n'apprécie pas à sa juste mesure, en 1957, le fait que le “contrôle subjectif” qu'il fustige ne tient pas seulement à la volonté politique délibérée de minimiser les risques de militarisme, ou aux pressions culturelles venues de la société : il procède spontanément du rôle accru de la technique dans les armées, dont le mode de fonctionnement se rapproche ainsi de celui des grandes organisations civiles, avec toutes les conséquences que cela peut receler en matière d'évolution des comportements, des attitudes, des normes et des valeurs.

Huntington finira par se rendre – partiellement – à ces raisons. Il reconnaît, au début des années 1960, que “*depuis 1945, la profession militaire, aux États-Unis, a subi les assauts d'une double révolution*”, technologique et stratégique.<sup>12</sup> La dissuasion nucléaire et l'impact de la technologie sur l'organisation ont produit une rupture historique, traduite en termes de changements structurels des armées et des rapports entre l'élite militaire et le personnel politique. Il en vient à formuler une théorie “fusionniste” des relations civilo-militaires dont la pièce centrale est un processus d'ajustements réciproques au sein de l'Exécutif, fondé sur la négociation.<sup>13</sup> Désormais indivisible, la sécurité nationale – on notera le changement de vocabulaire – n'est plus l'apanage des seuls militaires. Quinze ans plus tard, au moment où le retour à l'armée de métier fait craindre un repli sur soi des officiers, Huntington concédera que “*le dilemme de l'institution militaire dans une société libérale ne peut se résoudre de manière favorable, au bout du compte, que si les armées sont différentes mais non distantes de la société qu'elles servent*” (c'est moi qui souligne), c'est-à-dire si elles maintiennent “*les caractéristiques professionnelles de la fonction militaire sans briser, en toute connaissance de cause, les liens qui les attachent à la société civile*”.<sup>14</sup>

Ayant renoncé à l'inévitabilité de la guerre comme élément de l'éthique ‘professionnelle’ et la séparation tranchée entre domaine politique et domaine militaire, Huntington conserve d'autres notions centrales de sa formulation originelle. Pour lui, l'État-nation reste aux yeux des officiers la forme d'organisation sociopolitique fondamentale ; leur conservatisme idéologique, qu'il refuse de faire varier au gré des contextes historiques et des origines sociales dominantes du corps, ou d'attribuer à l'auto-sélection parmi eux de personnalités autoritaires, lui semble toujours dériver en droite ligne de leur fonction<sup>15</sup> ; leur ethos ‘professionnel’ demeure selon lui la meilleure garantie contre tout interventionnisme militaire en politique.

---

<sup>12</sup> Samuel P. Huntington, “Power, Expertise and the Military Profession”, *Daedalus*, 92, pp.785-807.

<sup>13</sup> S.P. Huntington, *The Common Defense : Strategic Programs in National Politics*, New York, Columbia University Press, 1961.

<sup>14</sup> “The Soldier and the State in the 1970s”, in Andrew Goodpaster & S.P. Huntington (eds.), *Civil-Military Relations*, Washington, DC, American Enterprise Institute, 1977.

<sup>15</sup> En d'autres termes, il rejette le relativisme contextuel dont Weber fait preuve, par exemple, dans son analyse du conservatisme des professions juridiques : dès lors que la légalité est maintenue (conservatisme *de forme*), l'idéologie politique des juristes est susceptible de varier en fonction des contextes historiques spécifiques. Cf. *Économie et société*, chapitre viii.

C'est là le point central, et celui qui est le plus souvent contesté. C'est le cas jusque parmi les proches de Huntington: en 1977, Amos Perlmutter, l'un de ses étudiants, publie un ouvrage<sup>16</sup> dans lequel il admet la possibilité de pathologies faisant dériver le 'professionnalisme' militaire vers le 'corporatisme', c'est-à-dire vers la primauté de l'intérêt de groupe sur l'éthique de service. Son maître, qui rédige la préface du livre, refuse de le suivre: pour lui, un corps des officiers qui intervient en politique cesse d'être 'professionnel'. Ce qui revient à rendre le concept normatif, avec le risque de raisonner de façon circulaire, sans profit heuristique – sauf à bien préciser les conditions sociales auxquelles l'affirmation peut échapper au vide tautologique.

C'est ce que Huntington fera en plusieurs étapes, on l'a dit, au cours des vingt années qui suivent la parution du livre: selon la dernière vue qui est la sienne, les officiers doivent maintenir et assumer les différences qu'implique leur fonction sans s'éloigner idéologiquement de la société – sans plus se concevoir désormais comme “*une enclave de Sparte au sein de Babylone*”. Mais parce qu'il ne prend pas en compte ces inflexions ultimes, *The Soldier and the State*, quinze fois réédité, a acquis le statut d'un classique éternellement voué à la controverse. Ce qui, sans doute, n'était pas pour déplaire à son auteur.

**Bernard Boëne**

---

<sup>16</sup> Amos Perlmutter, *The Military and Politics in Modern Times : On Professionals, Praetorians and Revolutionary Soldiers*, New Haven, CT, Yale University Press, 1977.